

# l'environnement économique et social



## Depuis 2000, des évolutions démographiques contrastées

En l'espace de neuf ans, du 1<sup>er</sup> janvier 2000 au 1<sup>er</sup> janvier 2009, l'ensemble de la population de France métropolitaine et des départements d'outre-mer (DOM) s'est accrue de près de 4 millions d'habitants, soit une hausse de 6,4 %. La progression démographique, qui se poursuit sur un rythme annuel moyen de 0,7 %, se concentre assez nettement dans toute une série de départements plus ou moins urbanisés du Sud et du Sud-Est de la France (Aude, Hérault, Pyrénées-Orientales, Haute-Garonne et Tarn-et-Garonne, Ain, Alpes de Haute-Provence, Hautes-Alpes, Corse, Haute-Savoie, Var), et sur la façade atlantique (Ille-et-Vilaine, Landes, Loire-Atlantique, Vendée). À l'inverse, on assiste à un dépeuplement persistant de certains départements du Massif central (Allier, Cantal, Creuse) et, dans une moindre mesure, du Nord-Est (Ardennes, Haute-Marne).

Avec des variations départementales pouvant aller de - 4 % à + 20 %, on assiste donc à une redistribution sensible de la population française sur le territoire métropolitain. Dans le même temps, les départements d'outre-mer enregistrent une progression démographique bien plus forte en Guyane et à la Réunion qu'aux Antilles.

## Des flux migratoires en faveur du Sud et de l'Ouest

Ces évolutions peuvent tenir à des soldes naturels ou migratoires plus ou moins importants. Depuis 2000, les naissances l'ont nettement emporté sur les décès, notamment en Ile-de-France, dans le Nord, en Alsace, Pays de la Loire et Rhône-Alpes, alors que c'est l'inverse pour le Limousin ou l'Auvergne. Dans les DOM, le solde naturel explique l'essentiel de la croissance démographique, la Guyane bénéficiant aussi d'un solde migratoire important. En France métropolitaine, ces flux migratoires se font au bénéfice des régions du Sud et, de plus en plus, de l'Ouest. Dans les régions du Nord, de la Basse-Normandie à Champagne-Ardenne, les sorties l'emportent sur les entrées. L'Ile-de-France présente un solde migratoire négatif : si elle reste un pôle d'attraction pour les jeunes adultes, des familles et des retraités la quittent pour rejoindre leurs régions d'origine ou proches du bassin parisien.

## Le Nord reste plus jeune, mais...

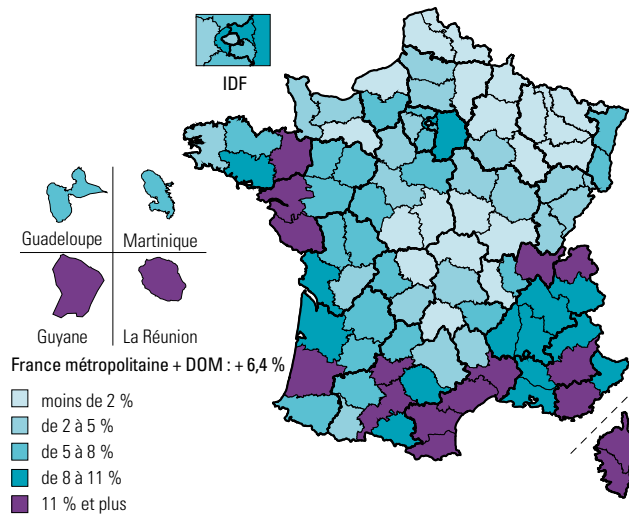
La structure par âge des populations continue de faire ressortir une opposition Nord-Sud assez persistante malgré une tendance générale au vieillissement. Un peu plus de 31 % des habitants ont, en 2009, moins de 25 ans. Si ces proportions dépassent 35 % en grande couronne parisienne et outre-mer, elles sont minimales en Creuse (23 %) et proches d'un quart dans des départements ruraux du Sud-Ouest et du Centre de la France (Cantal, Gers ou Lot).

## ... les effectifs des moins de 25 ans progressent dans le Sud

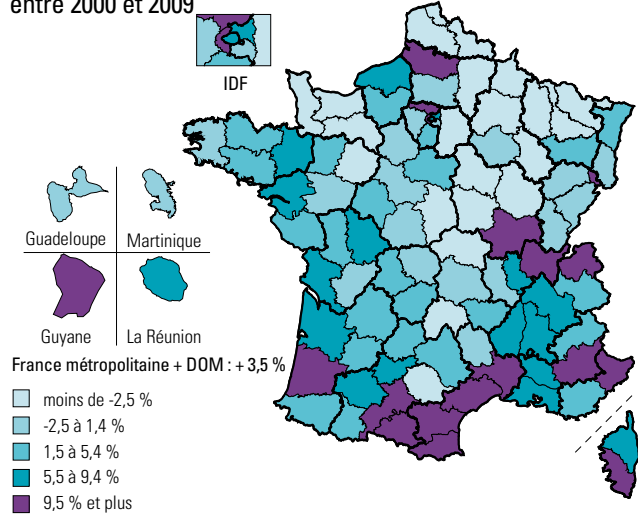
Contrairement à la décennie précédente, les effectifs de jeunes âgés de moins de 25 ans, qui constituent l'essentiel des effectifs scolarisés de la maternelle à l'enseignement supérieur, progressent de 2000 à 2009 (+ 680 000 jeunes, soit + 3,5 %). La vitalité démographique des départements méridionaux, pour partie liée aux flux migratoires, conduit à des hausses parfois supérieures à 10 % de la population âgée de moins de 25 ans. Les baisses sont en revanche plus fréquentes dans la moitié Nord, à l'exception toutefois de Paris et de quelques départements proches (Hauts-de-Seine, Val-d'Oise, Somme) ou du Territoire de Belfort. Outre-mer, la Guyane se distingue une nouvelle fois par une très forte progression des moins de 25 ans.

# l'évolution démographique

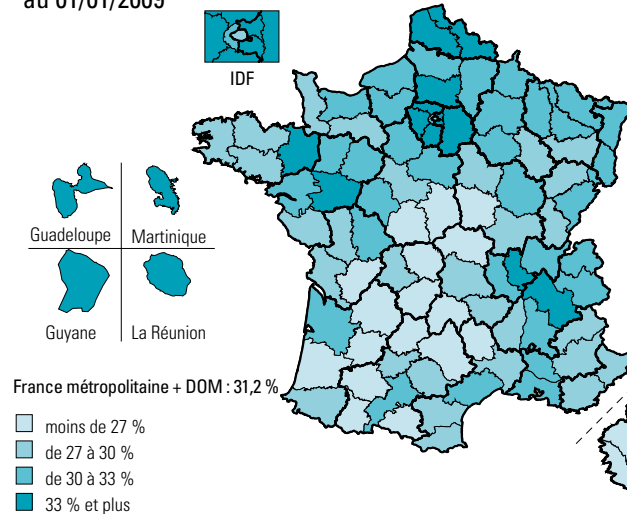
Carte 1 – Évolution de la population totale entre 2000 et 2009



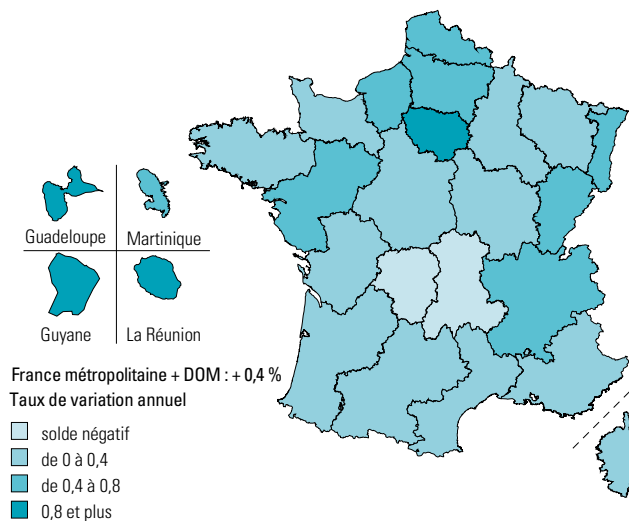
Carte 2 – Évolution de la population âgée de moins de 25 ans entre 2000 et 2009



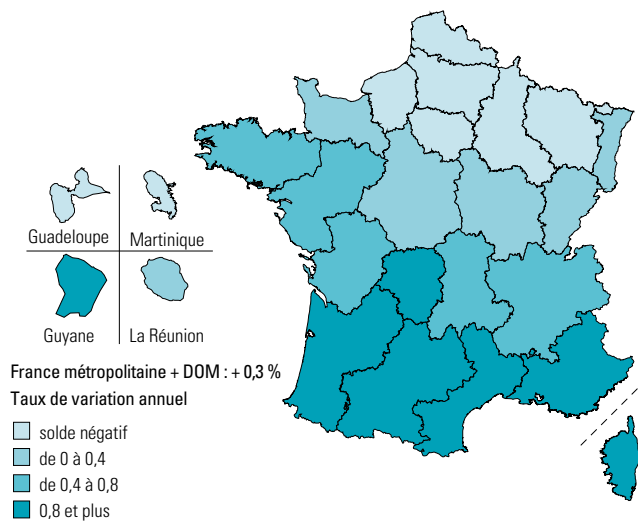
Carte 3 – Part de la population âgée de moins de 25 ans au 01/01/2009



Carte 4 – Solde naturel entre 1999 et 2007



Carte 5 – Solde migratoire entre 1999 et 2007



## Des transformations économiques et sociales qui se poursuivent

Comme l'ensemble des pays industrialisés, la France a connu, ces dernières décennies, des mutations économiques de grande ampleur et une profonde transformation de la structure sociale de sa population, dont le niveau de formation ne cesse de s'élever.

Le développement de la scolarisation, engagé depuis les années 1960, a entraîné une hausse importante et continue de la proportion de bacheliers parmi la population adulte : elle atteint 39 % en France métropolitaine en 2007, contre 30 % au recensement de 1999, 22 % en 1990 et 13 % en 1975. Dans les DOM, cette proportion est nettement plus faible (28 %) mais, la Guyane mise à part, en forte hausse entre 1999 et 2007.

Dans le même temps, l'évolution des emplois et métiers conduit à une hausse régulière du nombre de cadres (professions intellectuelles supérieures et intermédiaires, anciennement cadres moyens), notamment dans le secteur tertiaire (les services). En 2007, les cadres représentent 38 % de la population active, dont 15 % pour les seules professions intellectuelles supérieures.

Ces évolutions rejaillissent sur la demande sociale d'éducation : plus les parents ont fréquenté l'école, plus leurs enfants ont de chances de poursuivre avec succès des études longues. Elles ont touché l'ensemble du territoire français, mais en laissant subsister d'importantes disparités géographiques.

## L'Île-de-France se distingue toujours par le nombre de ses diplômés et de ses cadres

Avec 52 % de bacheliers dans la population adulte et 25 % de professions intellectuelles supérieures dans la population active en 2007, l'Île-de-France se distingue toujours aussi nettement des autres régions, loin devant Rhône-Alpes, Midi-Pyrénées et Provence – Alpes – Côte d'Azur (41 % de bacheliers et 15 % de cadres supérieurs), puis la Bretagne et l'Aquitaine (38 % de bacheliers et 12 % de cadres supérieurs). À l'opposé, les régions qui entourent l'Île-de-France comptent seulement de 31 à 33 % de bacheliers parmi les plus de 25 ans, les proportions de cadres étant minimales pour la France métropolitaine en Champagne-Ardenne (9 %).

Les disparités de scolarisation ne sont pas seules responsables du maintien de telles différences, liées aussi à

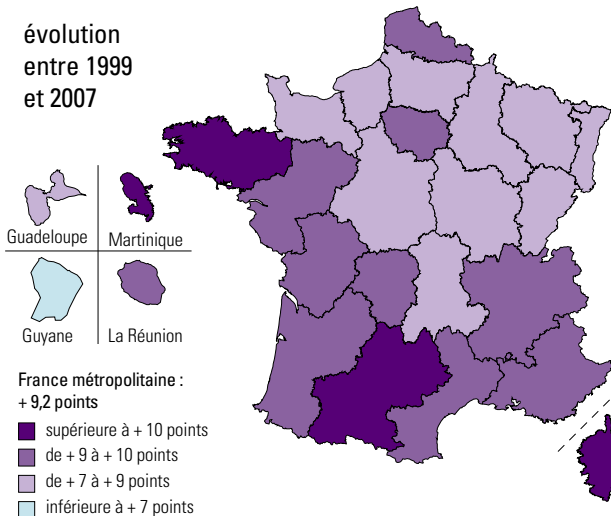
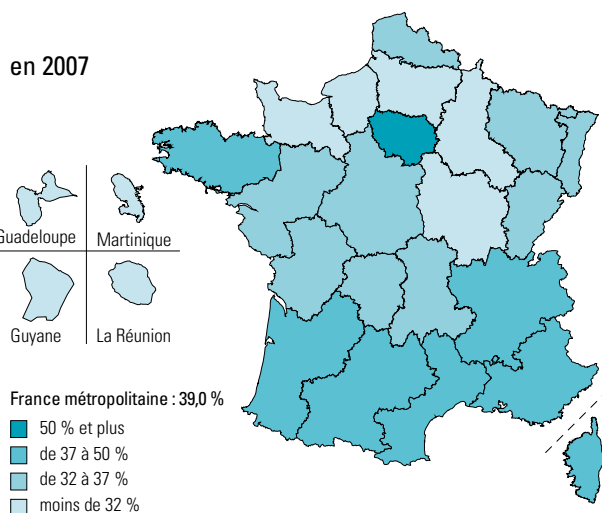
l'attraction que les diverses activités économiques peuvent exercer auprès de diplômés formés dans d'autres régions. Ces phénomènes bénéficient à la Bretagne, à la région Midi-Pyrénées et à la Corse. C'est aussi le cas de la Martinique qui, malgré un taux encore très faible (30 %), voit son nombre de bacheliers dans la population adulte croître fortement entre 1999 et 2007. Les régions du Centre et de l'Est enregistrent en revanche une augmentation plus faible du nombre de leurs bacheliers.

Plus diplômée, la population française voit sa structure sociale évoluer, l'augmentation du nombre de cadres et professions intermédiaires compensant la baisse des effectifs d'agriculteurs et d'ouvriers. Les ouvriers ne représentent plus en 2007 que 24 % de la population active. Mais leur répartition reste très variable sur le territoire. Les régions du Nord et de l'Est, à forte tradition industrielle, en comptent plus de 29 %, avec un maximum en Franche-Comté (32 %). À l'inverse, ils ne sont que 15 % en Île-de-France et 20 % en Provence – Alpes – Côte d'Azur.

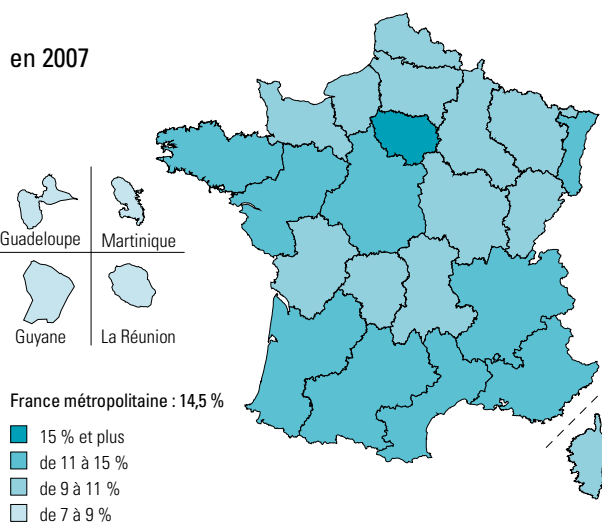
## Des espaces à dominante rurale dont le dépeuplement a globalement cessé

Si la part des agriculteurs dans la population active s'est fortement réduite pour devenir aujourd'hui inférieure à 2 %, la ruralité peut aussi s'apprécier au travers de l'occupation du territoire et de la population vivant dans les communes de « l'espace à dominante rurale » telles que le définit l'Insee. Nulle en région parisienne, la part de la population vivant dans ces communes atteint 77 % dans les départements du Gers, de la Lozère et de la Creuse. Le dépeuplement de ces zones a désormais cessé. La population y augmente même de plus de deux points en Corse-du-Sud et dans le Tarn-et-Garonne. Elle continue, en revanche, à décroître dans les départements du Maine-et-Loire, du Var et de l'Hérault qui s'urbanisent. De telles différences pèsent fortement sur l'évolution des conditions d'accueil et de scolarisation des enfants.

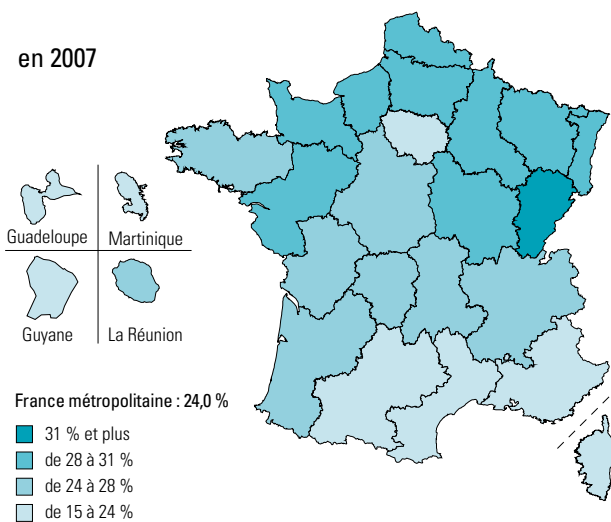
Cartes 1 et 2 – Proportion de bacheliers parmi la population âgée de 25 ans et plus



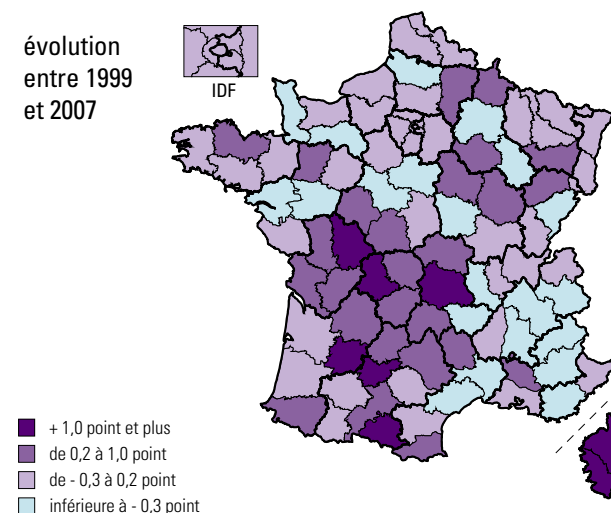
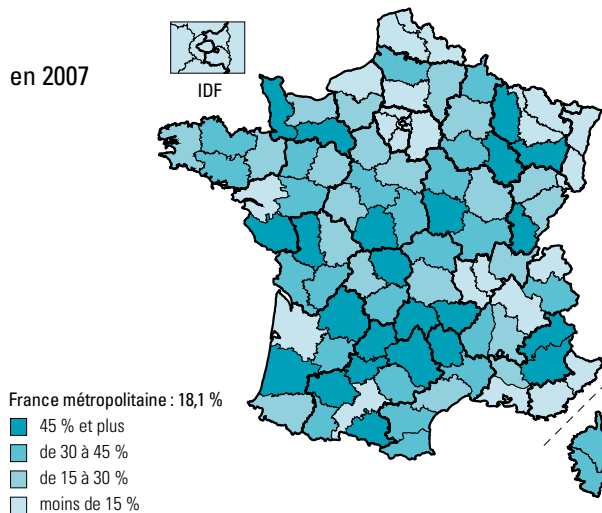
Carte 3 – Proportion de cadres et professions intellectuelles supérieures dans la population active



Carte 4 – Proportion d'ouvriers dans la population active



Cartes 5 et 6 – Proportion de la population vivant dans des communes à dominante rurale



### L'Île-de-France se distingue toujours par sa richesse économique

De 1997 à 2007, la richesse créée (PIB) par habitant s'est fortement accrue, mais elle reste très inégalement répartie selon les régions, avec une opposition persistante entre l'Île-de-France et le reste du territoire. Le PIB par habitant en Île-de-France se situe, en effet, 50 % au-dessus de la moyenne nationale et l'écart s'est renforcé entre 1997 et 2007.

Il existe également de fortes disparités dans le reste du territoire. La région Rhône-Alpes est la seule à atteindre la moyenne nationale en 2007 en dehors de l'Île-de-France ; viennent ensuite l'Alsace et Provence – Alpes – Côtes-d'Azur. À l'inverse, la Corse, le Languedoc-Roussillon et la Picardie ont des taux inférieurs de plus de 20 % à la moyenne nationale. Si l'Île-de-France distance toujours aussi nettement en 2007 les autres régions, certaines d'entre elles, telles la Corse, la Bretagne ou le Nord – Pas-de-Calais, ont progressé entre 1997 et 2007, pour se rapprocher de la moyenne nationale. On note en revanche un recul de la part d'autres régions comme l'Alsace, la Picardie, la Basse-Normandie et la Lorraine, touchées notamment par le phénomène de désindustrialisation. Enfin, si le PIB par habitant des départements d'outre-mer a cru plus vite que dans les régions métropolitaines, ils restent toutefois nettement en retrait : 40 % moins riches que ceux de France métropolitaine.

### Des revenus des ménages moins disparates que les richesses économiques des régions

Fonction de l'activité des entreprises qui y sont implantées, la richesse économique d'une région ne profite pas nécessairement à ses habitants. La carte des revenus des ménages<sup>1</sup> fait apparaître un paysage légèrement différent et moins disparate. Si l'on retrouve en tête les ménages d'Île-de-France, leurs revenus ne dépassaient la moyenne nationale en 2007 que de 22 %. Ceux des ménages de l'ensemble des autres régions se situent 4 % en dessous. Ils ne dépassent la moyenne nationale qu'en Rhône-Alpes et en Bourgogne. Les écarts en deçà de la moyenne nationale dépassent 9 % en Corse, et 14 % pour le Nord – Pas-de-Calais.

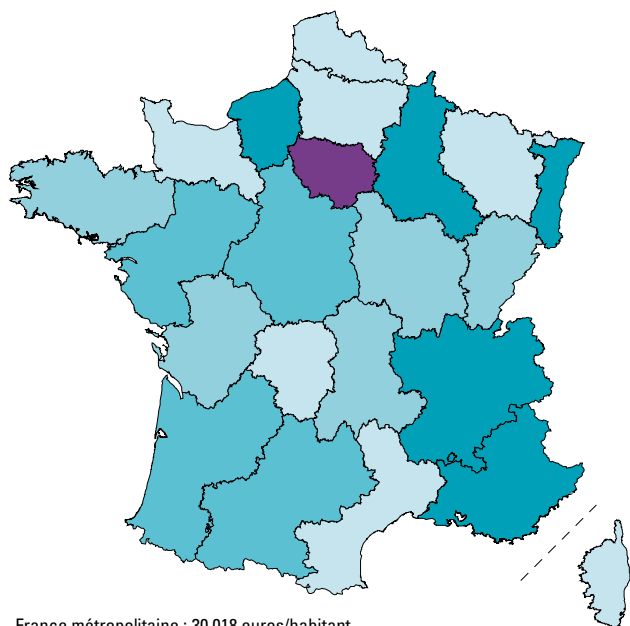
### L'Île-de-France se distingue aussi par le niveau de vie de ses ménages

S'intéresser au niveau de vie des ménages, calculé comme le rapport du revenu au nombre d'unités de consommation, permet de prendre en compte le nombre de personnes que le revenu fait vivre. L'Île-de-France ne se situe plus qu'à 13 % au-dessus du niveau de vie médian qui s'élève à 18 160 euros en France métropolitaine en 2007. Les écarts restent importants. En province, seules les régions Alsace, Rhône-Alpes et Centre dépassent la moyenne nationale. Le Nord – Pas-de-Calais, la Corse et le Languedoc-Roussillon présentent en revanche les plus faibles revenus médians.

<sup>1</sup> On utilise ici le Revenu disponible brut (RDB) qui prend en compte les transferts sociaux (RSA, prestations familiales, aides aux logements, etc.) et fiscaux (impôts sur le revenu, taxe d'habitation, etc.).

# richesse des régions et revenus des ménages

Carte 1 – PIB par habitant en 2007

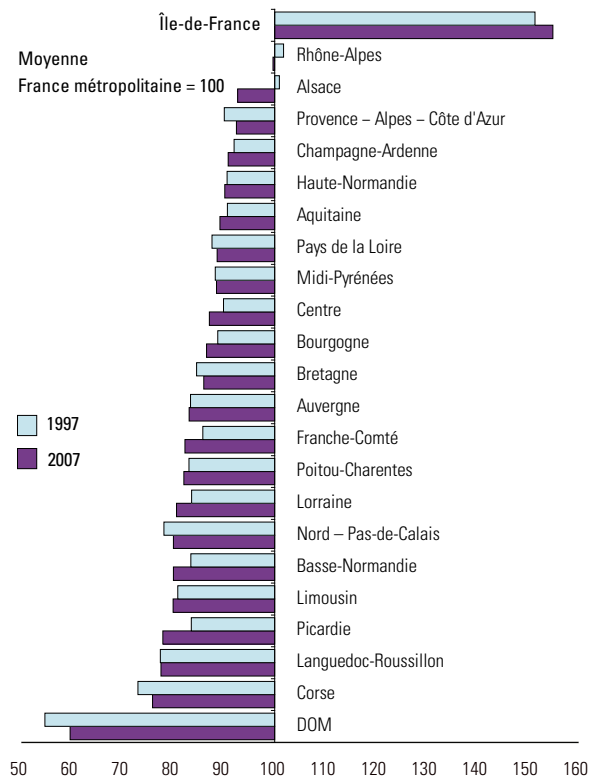


France métropolitaine : 30 018 euros/habitant

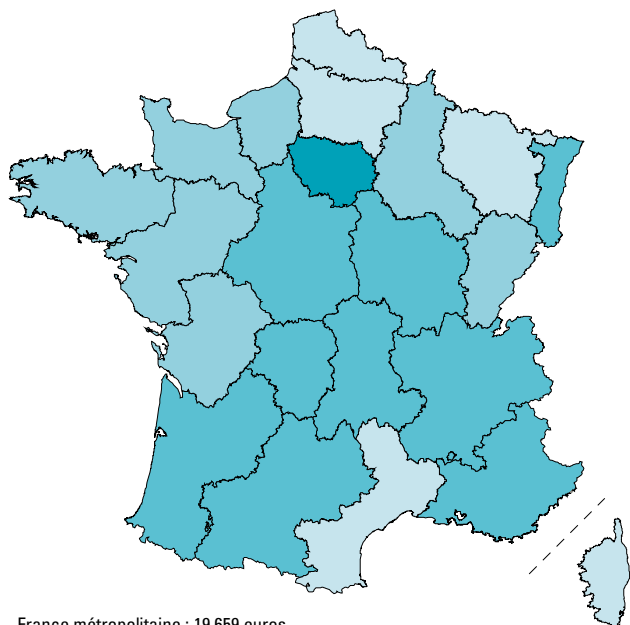
DOM : 17 869 euros/habitant

- 30 000 euros et plus
- de 27 000 à 30 000 euros
- de 26 000 à 27 000 euros
- de 24 500 à 26 000 euros
- moins de 24 500 euros

Indices régionaux de PIB par habitant en 1997 et 2007



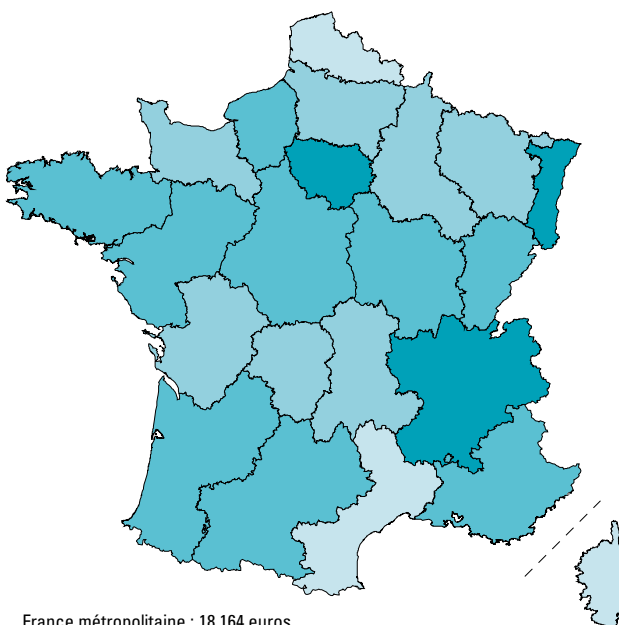
Carte 2 – Revenu disponible brut (RDB) des ménages par habitant en 2007



France métropolitaine : 19 659 euros

- 20 000 euros et plus
- de 18 900 à 20 000 euros
- de 18 500 à 18 900 euros
- moins de 18 500 euros

Carte 3 – Niveau de vie médian des ménages en 2007



France métropolitaine : 18 164 euros

- 18 500 euros et plus
- de 17 700 à 18 500 euros
- de 17 000 à 17 700 euros
- moins de 17 000 euros

### Un taux de chômage en deçà de 10 %, mais plus élevé dans le Nord et le Midi méditerranéen

Différentes données (chômage, pauvreté, bénéficiaires du revenu de solidarité active) montrent, de manière convergente, la persistance, sur notre territoire, d'importantes disparités en matière de précarité sociale et économique, qui peuvent expliquer certaines des difficultés rencontrées par les jeunes dans leurs parcours scolaires, puis dans l'accès à une activité professionnelle stable.

Passé de 4 % en 1975 à plus de 10 % à la fin des années 1980 et à 12 % au milieu des années 1990, le taux de chômage (au sens du BIT) de l'ensemble de la population active métropolitaine a connu une décrue sensible les années suivantes, le ramenant en dessous de 9 % en 2001, valeur qu'il dépasse à nouveau légèrement sur l'ensemble de l'année 2009 (9,1 %). En 2009, les situations géographiques restent fortement contrastées, avec des taux de chômage allant de 8 % dans les régions rurales du Centre et de l'Ouest de la France, ainsi qu'en région parisienne, à plus de 12 % dans le Nord – Pas-de-Calais et en Languedoc Roussillon. Les départements d'outre-mer sont bien plus concernés, avec des valeurs supérieures à 20 %.

Par rapport à 1999, on constate un léger recul du chômage (moins d'un point) en France métropolitaine. C'est dans les régions méditerranéennes (Corse, Provence – Alpes – Côte d'Azur) que la diminution a été la plus sensible. En revanche, dans l'Est (Lorraine, Franche-Comté et Alsace), le chômage a augmenté entre 1999 et 2009.

### Un taux de pauvreté également plus élevé au Nord et dans les régions méditerranéennes

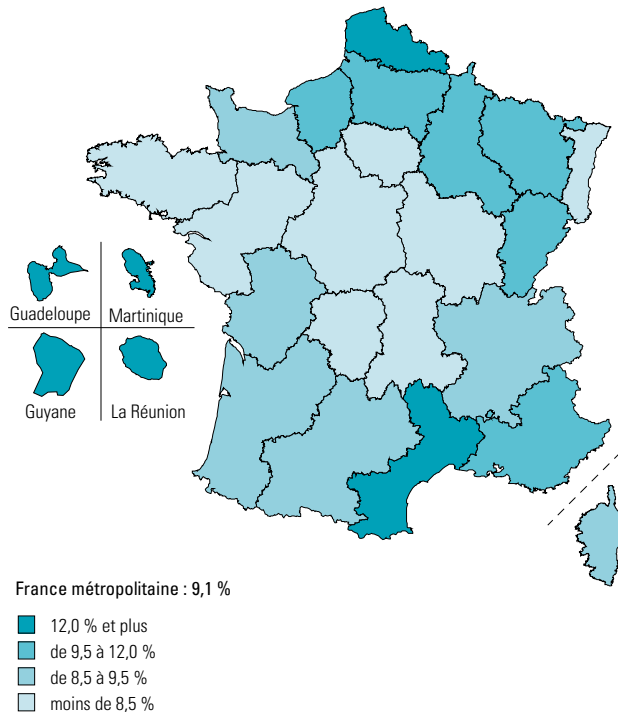
Le taux de pauvreté, c'est-à-dire la proportion de ménages ayant un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté (60 % du revenu médian), connaît également de très fortes variations régionales. On retrouve la situation défavorable des régions méditerranéennes et du Nord de la France. C'est en Corse qu'il est le plus élevé (20 %), suivi par le Languedoc-Roussillon et le Nord – Pas-de-Calais. Il est en revanche plus faible dans les Pays de la Loire et en Alsace.

### La proportion de bénéficiaires du RSA fait ressortir les mêmes zones de précarité

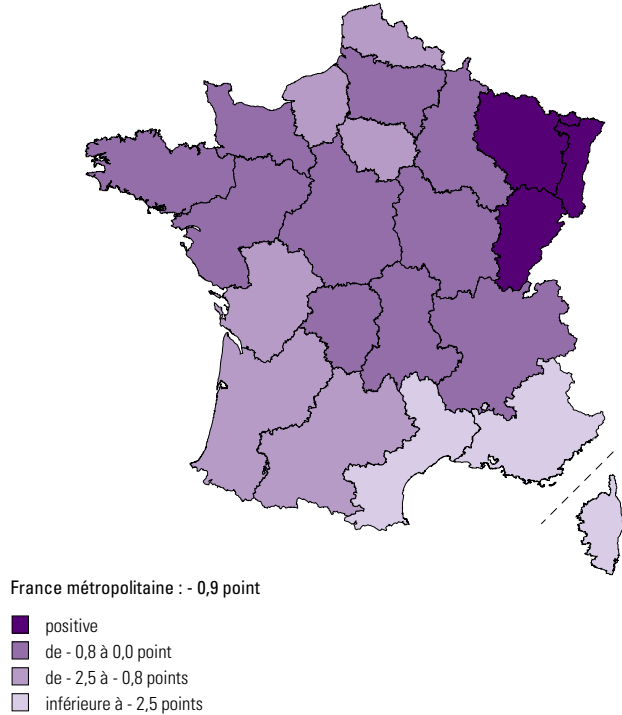
Le revenu de solidarité active (RSA), entré en vigueur au 1<sup>er</sup> juin 2009, remplace le revenu minimum d'insertion (RMI), l'allocation de parent isolé (API) et certaines aides forfaitaires temporaires comme la prime de retour à l'emploi. Au 31 décembre 2009, 5,7 % de la population en bénéficiait en France métropolitaine. C'est dans le Nord – Pas-de-Calais que les bénéficiaires sont les plus nombreux (10,7 %), suivi par les régions Languedoc Roussillon et Provence – Alpes – Côte d'Azur. C'est en Bretagne et en Corse qu'ils sont les moins nombreux (4 %).



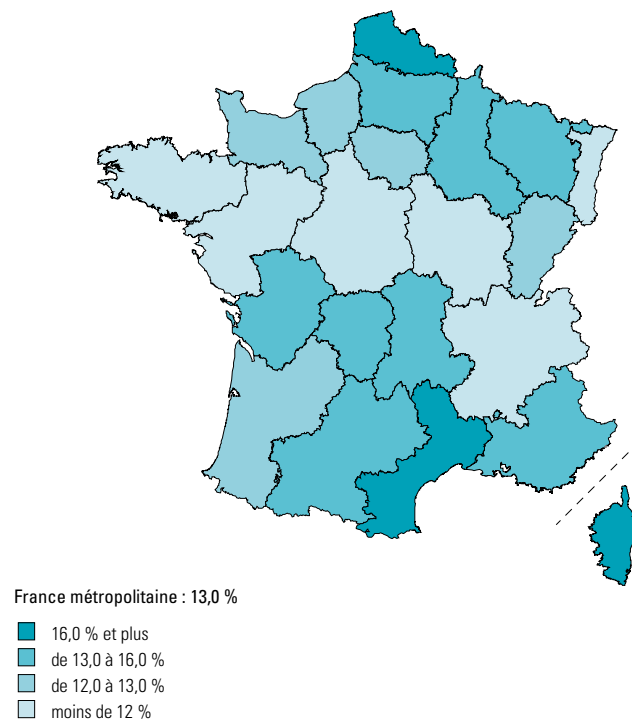
Carte 1 – Taux de chômage en 2009



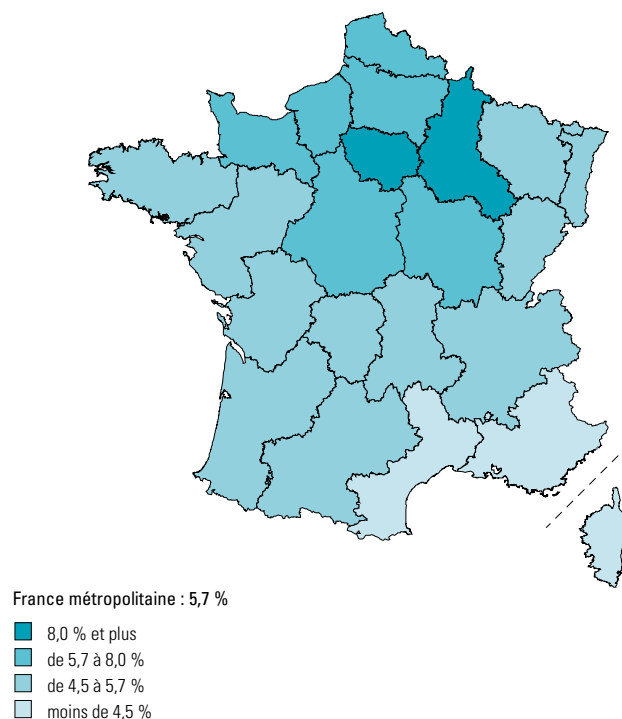
Carte 2 – Évolution du taux de chômage entre 1999 et 2009



Carte 3 – Taux de pauvreté en 2008



Carte 4 – Proportion de personnes couvertes par le RSA en 2009



### Une surcharge pondérale inégalement répartie sur le territoire

Les enquêtes Santé réalisées en milieu scolaire fournissent des informations précieuses sur la santé des enfants, qui peut avoir une influence notable sur leur scolarité. L'enquête réalisée en grande section de maternelle en 2005-2006 permet de décrire finement les inégalités géographiques en termes de santé et de mode de vie des enfants âgés de 5-6 ans.

Au niveau national, 12 % des enfants scolarisés en grande section de maternelle sont en surcharge pondérale, c'est-à-dire en surpoids ou obèses. Cette situation est très différente selon l'académie : elle est deux fois plus fréquente dans l'académie de Strasbourg, (15 %), que dans celle de Nantes (7 %). Si l'Est de la France semble caractérisé par une corpulence plus élevée, il n'existe pas véritablement de démarcation géographique.

### Les problèmes dentaires plus élevés au Nord, à l'Est et dans les DOM

C'est à La Réunion que les problèmes dentaires sont les plus importants : un quart des enfants enquêtés ont au moins deux dents cariées et nombreux sont ceux dont les caries ne sont pas soignées. En France métropolitaine, c'est au Nord et à l'Est (académies de Reims, Lille, Strasbourg et Amiens) que cette proportion est la plus élevée. En revanche, l'académie de Poitiers présente le taux le plus faible.

### L'asthme beaucoup plus fréquent à l'Ouest

Les problèmes d'asthme sont beaucoup plus fréquents dans les académies de l'Ouest de la France. C'est le cas pour Caen ou Nantes où 11 % des enfants de grande section de maternelle sont asthmatiques. C'est toutefois à La Réunion que la prévalence est la plus élevée (17 % des enfants). Les académies de l'Est présentent, elles, des taux beaucoup moins élevés : 4 % à Nancy-Metz et à Reims et 2 % à Besançon.

### Plus de boissons sucrées et de temps passé devant la télévision au Nord et à l'Est

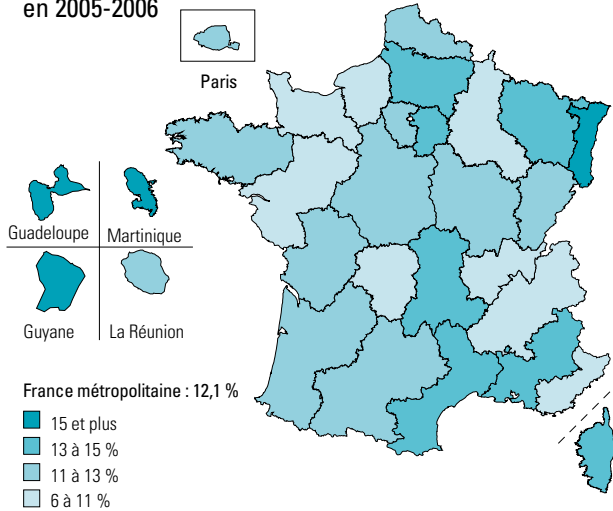
C'est dans les académies du Nord et de l'Est de la France que les enfants consommant tous les jours des boissons sucrées sont les plus nombreux : 41 % à Lille et 40 % à Strasbourg. La proportion d'enfants qui consomment tous les jours des boissons sucrées est beaucoup moins forte dans le Sud de la France.

La consommation de fruits suit une répartition géographique beaucoup moins nette, même si elle semble plus fréquente dans le Sud-Est. Six enfants sur dix mangent des fruits quotidiennement dans l'académie de Clermont-Ferrand contre moins d'un sur deux à La Réunion ou à Rouen. La répartition observée tient sans doute beaucoup, d'une part, au caractère rural des académies, d'autre part, à l'importance des groupes sociaux les plus favorisés.

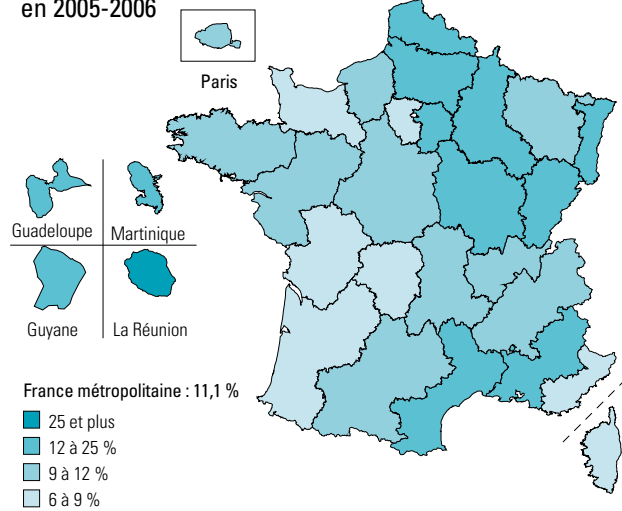
Le temps passé devant un écran est un indicateur de la sédentarité des enfants, pouvant jouer dans les problèmes de surpoids. C'est dans les DOM que les enfants sont les plus nombreux à passer plus de trois heures devant la télévision ou les jeux vidéo les jours sans école, suivis de près par les académies de Créteil et de Lille. Les académies du Nord-Est de la France se distinguent par la fréquence de cette pratique les jours sans école.

# la santé et le mode de vie des élèves

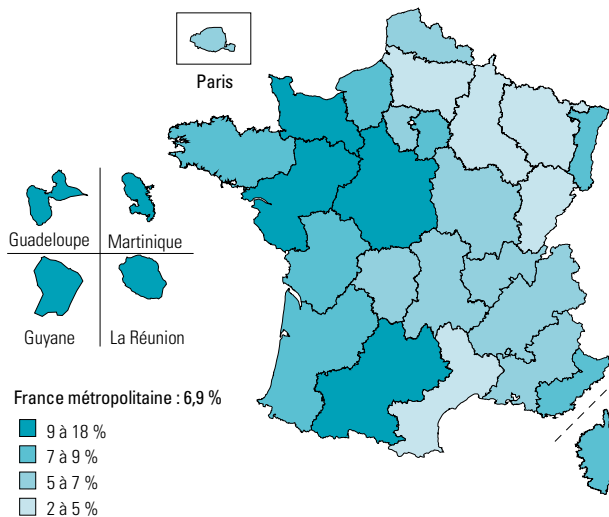
Carte 1 – Part d'enfants en surcharge pondérale en 2005-2006



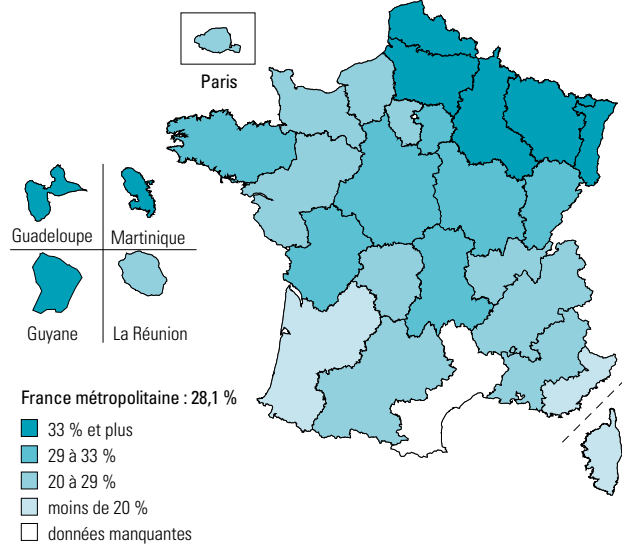
Carte 2 – Part d'enfants ayant au moins deux dents cariées en 2005-2006



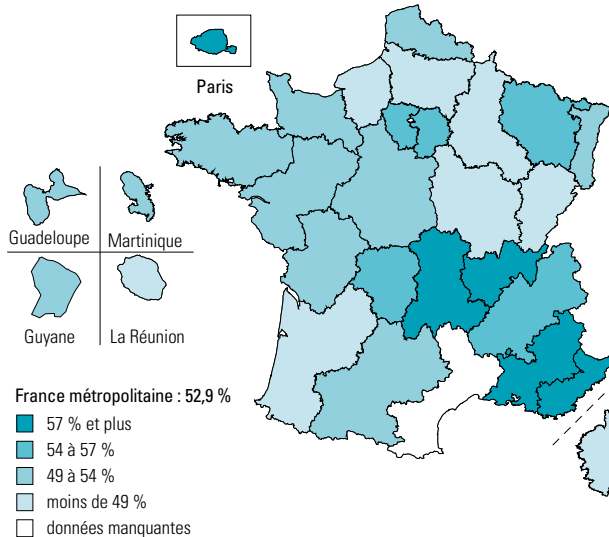
Carte 3 – Part d'enfants asthmatiques en 2005-2006



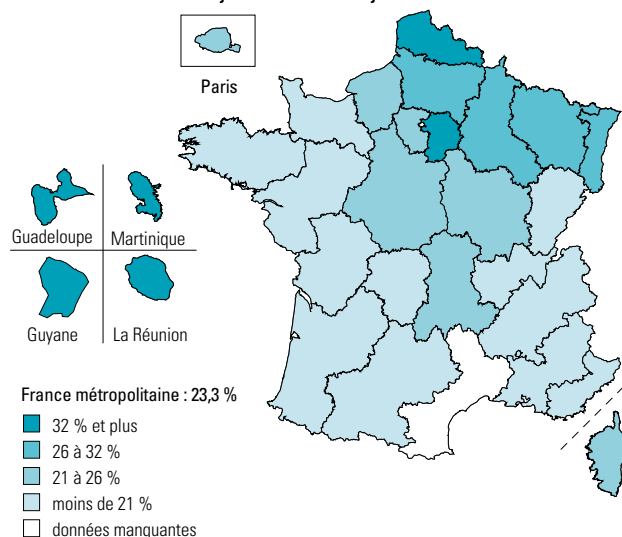
Carte 4 – Part d'enfants qui boivent tous les jours des boissons sucrées en 2005-2006



Carte 5 – Part d'enfants qui mangent tous les jours des fruits en 2005-2006



Carte 6 – Part des enfants passant au moins 3 heures devant la télévision ou les jeux vidéo les jours sans école en 2005-2006



Le questionnaire a été modifié dans l'académie de Montpellier et certains résultats ne sont pas comparables à ceux des autres académies.